

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
C. A. 6 Mois 3 Mois 1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.35 \$3.75 \$1.35
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro  **Cinq Sous**

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
C. A. 6 Mois 3 Mois 1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 \$0.75
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.35 \$1.00
Les abonnements se soldent d'avance et de 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1872 **NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 5 SEPTEMBRE 1907** 81ème Année

La Dépêche du 20 août 1870.

Dernièrement, à l'occasion de la mort du colonel Stoffel, on a reparlé de la fameuse dépêche du 20 août 1870, dont on s'est tant occupé, il y a trente ans, pendant le procès Bazaine. Plusieurs journaux l'ont rappelée. Dans un article des plus intéressants, paru dans le "Gaulois du Dimanche", M. Jules Poirier a fait ressortir que ce point d'histoire n'était pas encore complètement élucidé. C'est vrai; et il semble surtout qu'on n'a pas tiré de cet incident les conclusions qui, dans des discussions de cette nature, doivent nous intéresser par-dessus tout, malgré les inquiétudes et les tristesses du moment: celles qui ont trait au perfectionnement incessant, méthodique de notre organisation militaire.

Vers le 20 août 1870, pendant que Bazaine se décidait à attendre les événements dans le camp retranché de Metz, après les sanglantes journées des 14, 16 et 18 août, une nouvelle ardeur s'élevait au sein des ordres du maréchal de Mac-Mahon.

Où était exactement Bazaine? Qu'allait-il entreprendre? On n'en savait trop rien à Châlons. Mais on y voyait clairement que l'armée en formation manquait de cohésion, de discipline, d'entraînement; et que dans l'intérêt du pays il y aurait lieu de le reprier, sans tarder, sur le camp retranché de Paris, afin de l'y aguerrir, et de pouvoir prolonger la guerre en empêchant l'investissement de la capitale.

Le maréchal de Mac-Mahon et l'Empereur, qui se trouvaient auprès de lui, étaient nettement de cet avis. Le ministre s'y opposait; il insistait pour que l'armée de Châlons marchât vers l'Est, au secours de Bazaine.

Les hésitations de Mac-Mahon durèrent plusieurs jours; elles existaient encore, quand il porta son armée du camp sur Reims, le 21 août.

Le 22 août, vers 7 heures du soir, arriva à Reims la communication télégraphique d'une dépêche que Bazaine avait expédiée de Metz à Mac-Mahon, le 20. C'était la fameuse dépêche du 20 août 1870. Elle était ainsi conçue: "J'ai dû prendre position près de Metz pour donner du repos aux soldats, et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi, et je suivrai probablement pour vous rejoindre la ligne des places du Nord, et je vous prévendrai de ma marche, si toutefois je puis l'entreprendre sans compromettre l'armée."

Jusqu'à dans les dépêches précédentes Bazaine s'était borné à présenter sa marche vers le nord comme très probable. Dans la dépêche du 20 août, il déclarait qu'il ne l'entreprendrait que si elle ne devait pas compromettre l'armée. C'était incontestablement une réserve des plus importantes.

Cette dépêche ne fut pas communiquée au maréchal de Mac-Mahon. Elle resta entre les mains du colonel Stoffel, qui avait été mis à la disposition du maréchal pour s'occuper du service des renseignements.

Il est facile actuellement de suivre la marche de cette dépêche, jour par jour, heure par heure, grâce aux récents travaux de la "Revue d'histoire" de l'Etat-major de l'armée.

Ecrit le 20 août, aux portes de Metz par Bazaine, elle fut portée par un émissaire, de Metz à Thionville, au gouverneur de cette place, qui la reçut le 21, à midi 15. De là, elle fut portée par un autre émissaire au commandant de la place de Longwy, qui la remit, le 22, à deux agents envoyés de ce côté par le colonel Stoffel. Les deux agents la télégraphèrent aussitôt au colonel Stoffel, en deux expéditions qui partirent de Longwy à 4 h. 25 et 4 h. 50 du soir, et arrivèrent au bureau télégraphique de Reims le même jour, 22 août, à 9 h. 50 et 9 h. 40 du soir.

Lorsque la première expédition parvint à l'état-major particulier du maréchal de Mac-Mahon, le colonel Stoffel était absent de son bureau; il venait de se rendre à son logement. Quand il rentra à l'état-major particulier pour le dîner, il fut prévenu de l'arrivée de la dépêche, qu'il trouva, en effet, sur sa table à écrire, toute déchiffrée, sans qu'il ait jamais vu si elle avait été produite en clair par un officier de l'état-major normal ou de l'état-major particulier. Il crut comprendre qu'elle avait été communiquée au maréchal, et se borna à la classer. Il mit de côté de même, sans y penser davantage, la 2e expédition et l'original de la dépêche, que ses deux agents lui rapportèrent le 25 août, à Reims.

Si cette dépêche avait été communiquée au maréchal dès sa réception, le 22 au soir, alors que les ordres de mouvements étaient déjà donnés pour la marche du lendemain vers l'est, il est probable qu'elle n'aurait pas fait donner de contre-ordre immédiat.

Mais elle aurait empêché le maréchal de commencer son opération avec la persuasion que Bazaine était décidé à quitter Metz, qu'il était peut-être même déjà en route. Jointe à la connaissance du caractère de Bazaine, elle aurait pu faire prévoir que le commandant de l'armée de Metz ne sortirait pas du camp retranché; qu'il louvoierait là, comme il l'avait fait au Mexique, et que, par suite, la marche de l'armée de Châlons, vers l'est, était non seulement périlleuse, mais inutile.

La dépêche du 20 août aurait donné à Mac-Mahon l'occasion de réfléchir, longuement et en toute connaissance de cause, à l'étendue de ses devoirs, à la gravité de ses responsabilités envers la France.

Quand, le 27 août, au Chêne-Populeux, il s'enfonça dans la situation, quand le voile s'est déchiré, son esprit aurait été préparé, par des réflexions de plusieurs jours, à prendre une décision ferme, bien mûrie, qu'il n'aurait probablement plus abandon-

née; tandis que la résolution brusquée, qu'il a été amené à prendre en quelques heures, sans préparation suffisante, est tombée devant les observations du ministre, aussi vite qu'elle avait été formée—comme tombe tout ce qui croit trop rapidement, sans racines suffisantes. Sedan aurait pu être évité. Les destinées de notre pays auraient été profondément modifiées.

Dans tous les cas, il est navrant, stupéfiant de constater que, dans des circonstances aussi graves pour la France et pour le maréchal de Mac-Mahon, une dépêche de cette importance ait pu parvenir à un état-major, sans être soumise aussitôt au chef auquel elle était destinée.

Il n'y a pas à revenir sur la question de culpabilité du colonel Stoffel. Il a demandé lui-même à être traduit devant un conseil de guerre. Son affaire a été instruite régulièrement et a abouti à une ordonnance de non-lieu. Mais il importe de mettre en relief le vice d'organisation de nos états-majors, qui a pu permettre une pareille négligence, à peine croyable!

Le colonel Stoffel ne faisait pas partie de l'état-major régulier normal, de l'armée de Châlons. Il échappait à la surveillance du chef d'état-major de cette armée, le général Faure. Il était aux ordres directs du maréchal et appartenait à son état-major particulier, à son cabinet, qui, du reste, ne comprenait que des officiers des plus brillants, des plus vaillants, des plus distingués.

Des cabinets analogues ont fonctionné, en 1870, parallèlement aux états-majors normaux des armées, auprès de la plupart de nos généraux; et ils ont eu la plus désastreuse influence sur les événements: Avec Bazaine autour de Metz, avec Bourbaki dans l'est, nous avons vu des chefs d'état-major écartés systématiquement de la préparation des opérations, recevant des ordres tout faits, que le cabinet leur envoyait souvent au dernier moment, qu'ils avaient à peine le temps de transmettre, sans pouvoir y réfléchir, pour en parer les difficultés, pour en combler les énormes lacunes, pour en faire assurer et surveiller l'exécution....

Avec le maréchal de Mac-Mahon, les inconvénients ont été moindres, car il a toujours eu les plus grands égards pour son excellent chef d'état-major. Mais l'exemple de la dépêche du 20 août vient de nous montrer à quelles négligences s'est aboulié le dualisme des états-majors normaux et des états-majors particuliers, et comment l'absence de responsabilités nettement définies aboutit fatalement à engendrer la trouble et la confusion. Il y a là une habitude de commandement déplorable, contre laquelle on ne saurait trop réagir.

Sans doute, le maître de la guerre par excellence, Napoléon, agissait ainsi; et cette manière de faire, toute vicieuse qu'elle est, lui réussit, grâce à son merveilleux génie, tant que ses maréchaux sont restés jeunes, entreprenants, pleins d'audace et de confiance dans leur chef. Mais, en 1812, il commença à sentir vivement les inconvénients de ce système.... En 1815, l'infériorité de son état-major vis-à-vis de l'état-major prussien a été la cause prépondérante du désastre de Waterloo.

Avons-nous suffisamment réagi, depuis 1870, contre cette

mauvaise habitude? Sommes-nous bien certains de ne plus revoir fonctionner, auprès de nos généraux, de ces états-majors particuliers, de ces cabinets, qui contrarieront, paralyseront l'action des états-majors normaux et les empêcheront de remplir convenablement leur grand rôle d'aides incessants du commandement?

Depuis Iéna, la Prusse nous a fait voir comment, à de mauvais errements pour l'utilisation de l'état-major, on peut substituer rapidement de saines et d'utiles traditions, dont ses souverains se sont chargés de surveiller l'application et les perfectionnements incessants.

Dans une république, où tout est instable, changeant, fragile, où le gouvernement est condamné à suivre les fluctuations de l'opinion publique, il ne peut pas être question de songer à installer des traditions. La force des institutions peut seule remédier à l'instabilité de toutes choses. La loi doit intervenir nécessairement, quand il s'agit de réagir contre de fâcheuses, de dangereuses habitudes, comme celle que nous venons de rappeler.

Il nous faut une loi définissant, dans leurs grandes lignes, les relations du commandement avec l'état-major, et même celles du gouvernement avec le haut commandement des armées. Car les tristes événements que nous venons de résumer dans la dépêche du 20 août 1870 ne montrent que trop combien un gouvernement peut nuire à la Patrie, quand aux questions de défense nationale il mêle des considérations relatives à sa propre défense et à la politique intérieure.

Général ZURLINDEN.

Parmi les gros diamants connus, celui qui est considéré comme ayant la plus grande valeur est le Régent, qui fut acheté pour la Couronne de France à Thomas Pitt, grand-père du fameux homme d'Etat anglais, et payé 5 millions de francs. On estime que sa valeur marchande serait actuellement de 11 millions 250,000 francs, bien qu'il ne soit pas comparativement très gros, à cause de sa merveilleuse pureté.

L'Orloff, le fameux diamant de la Couronne impériale de Russie, fut payé par Catherine II seulement 3 millions 250,000 francs. Comme le Régent, il est de provenance indienne.

Il en est de même du Koh-I-Noor qui devint, en 1858, la propriété de la Couronne britannique, au moment de l'annexion du Pendjab à la Compagnie des Indes-Orientales. Cette pierre, dont la taille a été, parait-il, confiée à des ouvriers indiens, a considérablement perdu de son poids et de sa valeur. On ne l'estime pas à plus de 2 millions de francs.

Le Collinon sera le plus beau joyau de la Couronne du roi Edouard. Il lui rappellera tous les jours, à lui et à ses successeurs, la guerre injuste de la Grande-Bretagne contre le tout-petit Transvaal et le loyalisme des Boers après le désastre et après la paix.

Le général Botha a voulu faire une démonstration sensationnelle, valant plus qu'un discours. Le diamant est évalué 3 750 000 francs, mais le gouvernement étant propriétaire d'une partie de la mine il n'aura à déboursier qu'un million et demi.

Ce n'est pas cette somme qui est très importante. C'est le geste qui est large, cordial et généreux.

Edouard VII est habitué aux cadeaux; mais, malgré son accoutumance, il pensera certainement que les plus gros sont encore les meilleurs; et c'est le plus gros de tous qu'on va lui offrir. Il appréciera l'acte et le diamant, royalement.

L'Evêque Holsey dit: "Pe-ru-na Est Une Bénédiction."

Il Déclare Que Pe-ru-na Est un Apres Vingt Ans d'Esclavage du Triomphe de la Science Médicale. Il Est Guéri par Pe-ru-na. Un Remède Magnifique et Souverain. Ayant Essayé Bien des Remèdes Sans Trouver de Cure. Essayez Pe-ru-na et Fut Promptement Guéri.



BISHOP L. H. HOLSEY

Tribun Eloquent de l'Evêque au Pe-ru-na

L. H. Holsey, Evêque de l'Eglise C. M. E., Atlanta, Ga., écrit: "J'ai trouvé que le Peruna est un grand remède pour le catarrhe. J'ai souffert de cette terrible maladie pendant plus de vingt ans, jusqu'à ce que j'ai pris du Peruna qui m'a guéri de mon affliction. "J'ai pris bien des remèdes et dépensé beaucoup d'argent difficilement gagné, mais je n'ai rien trouvé d'aussi efficace dans la cure du catarrhe que la grande médecine, Peruna. "Je suis sûr que le Peruna est non seulement un triomphe de la science médicale, mais aussi une bénédiction pour l'humanité souffrante. "Chaque individu qui souffre de maladies respiratoires trouvera dans Peruna un magnifique et souverain remède." L. H. Holsey, Evêq., Eglise, Ev. C. M. E.

Cela est spécialement vrai du ministre qui est appelé à présider à des cérémonies religieuses de toutes sortes.

Un orateur public ne saurait avoir le catarrhe. Même un léger enrouement catarrhal de la gorge devient intolérable.

UN Cadeau des Boers

Pour un joli cadeau, c'est un joli cadeau que les Boers reconnaissants vont offrir au roi d'Angleterre. Nous avons annoncé le projet du général Botha. Il n'est pas seulement une nouvelle mondiale, mais un gros événement politique, aussi gros que le diamant lui-même trouvé dans la mine de Oullinas.

Ce diamant, qui porte le nom de la mine de Transvaal dans laquelle il a été découvert, a été recueilli le 26 janvier 1905, par un inspecteur de la Compagnie minière propriétaire du terrain, au milieu de débris provenant des fouilles. Cet inspecteur aperçut, par hasard, un petit point très brillant sur un caillon mêlé aux terres diamantifères qu'on avait extraites. Il prit son canif gratta l'objet et fut tout de suite frappé de ce qu'il constatait. Il s'empressa de le porter au bureau des essayeurs.

Le caillon était un pur diamant. Il pesait 3 062 carats, soit trois fois plus que le Koh-I-Noor, avant d'être taillé et sept fois plus que le Régent à l'état brut. On ne peut pas encore dire exactement ce qui restera de cette pierre quand elle sera artistiquement taillée; mais son prix sera certainement prodigieux.

Il a quelque temps, on découvrait également dans l'Afrique du Sud, un autre diamant pesant 969 carats avant la taille. On l'évalua vingt-cinq millions, mais il fut impossible de le vendre, faute d'acheteur. On dut le couper en neuf morceaux qui trouvèrent alors des amateurs.

LEOPOLD II

Léopold II n'aime pas les longs discours. On l'a souvent constaté en Belgique. Récemment il était à Bruges, et à l'occasion d'une cérémonie quelconque, on le haranguait.

Comme toujours, il semblait ne pas voir l'orateur et regardait les hommes et les choses autour de lui.

Le bourgmestre laissait couler son éloquent.

On sait l'habitude de Léopold. Généralement, le pauvre orateur feint de ne rien voir et continue héroïquement à enfler ses périodes. Mais, l'autre jour, à l'inauguration de l'Exposition de Saint-Trond, le porte-parole du Comité arrêta brusquement son discours parce que le Roi s'était enfoncé en une vive conversation avec M. Helleputte. Le silence de l'orateur fit ce que n'avait pu faire son éloquent: il attira l'attention du Roi. Celui-ci ne s'émut pas du tout; il se contenta de dire: "Vous pouvez continuer, monsieur; je vous entends tout de même."

L'orateur reprit son discours... et le Roi sa conversation!

On remarquera le mot employé par Sa majesté: "Je vous entends." Elle s'est bien gardée, ne voulant pas mentir, de dire: "Je vous écoute."

Le 22 arrivèrent de Metz plusieurs renseignements tendant à faire croire que Bazaine avait pu reprendre sa marche de Metz vers le nord-ouest par Montmédy. Mac-Mahon fit alors faire ses scrupules, si bien justifiés cependant par les circonstances; il se laissa aller au parti conseillé par le ministre. La marche de son armée vers le nord-est commença le 23, et se poursuivait pendant plusieurs jours; mais non sans qu'il eût de graves préoccupations au sujet des mouvements des armées ennemies, comme du manque absolu de nouvelles de l'armée de Bazaine.

Le 27 août, Mac-Mahon est au Chêne-Populeux, dans le nord de l'Argonne; il y reçoit des renseignements qui éclairent brusquement, complètement, la situation et la lui montre dans toute sa gravité: D'un côté, Bazaine est bloqué sous Metz par le prince Frédéric-Charles; d'un autre côté, d'autres armées allemandes ont rapidement progressé; et pendant que l'une arrêtera de front l'armée de Châlons au passage de la Meuse, l'autre, celle du Prince royal de Prusse, est sur le point de prendre nos troupes en flanc, et même de les couper de leurs communications. S'obstinant à marcher vers la Meuse, c'est aller sûrement à un échec, à un désastre. Le maréchal le sent vivement; il comprend qu'il est de son devoir de renoncer à porter secours à Bazaine. Il se décide à changer de direction, et à ramener son armée vers Mézières. Les ordres sont donnés pour que le mouvement puisse commencer dès le lendemain 28 août.

Malheureusement, il rend compte au ministre de la guerre et reçoit aussitôt un télégramme lui déclarant que "s'il abandonne Bazaine, la révolution est dans Paris".

Il se sacrifie, reprend sa marche vers Montmédy et, hélas! vers Sedan.

Comment auraient tourné les événements? Comment aurait agi le maréchal de Mac-Mahon si, avant son départ de Reims, il avait été mis à même de deviner les intentions réelles de Bazaine? Et il le pouvait.

Comment auraient tourné les événements? Comment aurait agi le maréchal de Mac-Mahon si, avant son départ de Reims, il avait été mis à même de deviner les intentions réelles de Bazaine? Et il le pouvait.

J. P. SCHAEFFER,

SUCESSEUR DE Mme J. DEJAN.

AMUBLEMENTS DE

CHAMBRES A COUCHER ET DE SALONS, BEAUX ET ORDINAIRES, MIROIRS, SOMMIERS OU MATELAS A RESSORTS, NATTES, VOITURES POUR ENFANTS,

1301 à 1307 rue Dauphine, coin Quartier,

AUSSI

616 et 618 RUE DES FRANÇAIS.

NOUVELLE-ORLEANS, LNE. Phone Hemlock, 7-11 W.

DIAMANTS, MONTRES, Bijoux en Argent et Or Massif.

A. M. HILL,

635 rue du Canal.

JE CROIS QUE C'EST VICTOR HUGO QUI A DIT QUE CE MONDE est rempli de pécheurs, que chacun faisait pécheur et pour quelques fautes commises dans un autre monde que les portes de ce pécheur ne s'ouvrirent devant nous que pour un autre monde. Il a dit que les hommes intelligents n'employaient jamais le mot pécheur, qu'il n'existait pas de condition heureuse. Nous pouvons, cependant, améliorer la condition du pauvre. Nous pouvons avoir plus de ceux qui peinent et qui peinent de ceux qui s'achèvent lentement vers la tombe. Nous DE ON'S aider les malades nous DEVONS donner. On est plus heureux de donner que de recevoir. "La compassion des misères d'autrui doit être infinie; elle a le caractère d'une plus bienfaisante sur soi-même. Bien heureux celui qui donne."

Donnez s'il vous plaît, car ce don doit aider le pauvre, votre petite obole pourrait sauver la vie d'une personne méritante qui est à la veille de devenir porteur. Participez à cette grande charité. Donnez comme nous donnons notre affection aux morts illustres. Prenez avec enthousiasme et de tout cœur une noble résolution et Donnez. Veuillez bien ne pas remettre, mais envoyer votre contribution immédiatement à

W. G. TEBULT,

Président de la Ligue Anti-Tuberculeuse de la Louisiane.

217 RUE ROYALE.